MADAGASCAR RESISTANCE

Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse :
http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com

Madagascar Résistance

Lettre numéro 19 - juillet 2010

Cinquante ans après le retour de l'indépendance de Madagascar, les raisons d'espérer.

Trouver des raisons de croire en la possibilité d'un avenir prospère pour Madagascar peut paraître une gageure dans les circonstances actuelles. **Pourtant, ces raisons d'espérer existent bel et bien.**

Celle qui est le plus souvent citée est la richesse des ressources naturelles de Madagascar.

Mais le fait qu'il ait fallu attendre 42 ans après la restauration de sa souveraineté pour voir un début de redressement socioéconomique, montre qu'un riche potentiel est un facteur important mais non suffisant pour sortir le pays de la pauvreté.

Aussi faut-il présenter d'autres éléments qui semblent tout aussi porteurs d'espoir et qui devraient permettre à Madagascar de cesser, comme on dit chez nous, « de mourir de soif dans une barque sur l'eau », une eau représentée par ses abondantes ressources naturelles. **En effet, la crise actuelle et ses impacts socioéconomiques dramatiques ne doivent pas occulter les progrès accomplis ces dix-neuf dernières années dans des domaines essentiels pour le développement d'un pays.** Comme tous les pays africains, **Madagascar est victime du syndrome « du verre à moitié vide »** et on voudrait lui voir franchir en quelques décennies des étapes que les pays actuellement dits avancés ont mis des siècles à franchir. **Ainsi, les avancées réelles depuis1991 en matière de démocratie et de gouvernance**, certes encore insuffisantes, **ont été masquées par l'image systématiquement misérabiliste ainsi que par le qualificatif « de pays parmi les plus pauvres du monde » véhiculés à l'extérieur.** Ces avancées doivent être estimées à leur juste importance.

De même, les résultats obtenus entre 2002 et 2009 dans le domaine économique, dans celui des infrastructures, de la santé, de la scolarisation des enfants et au niveau des relations internationales, résultats d'autant plus méritoires qu'ils ont été obtenus dans une période où le prix du pétrole a flambé, **constituent une rupture sans précédent avec les sentiments d'échec et de fatalité qui prévalaient jusque là dans la mémoire collective malgache.**

Ces avancées, bien que fragiles et susceptibles d'être remises en cause, comme nous le montre les évènements actuels, constituent **autant de repères et de références positives qui conforteront le peuple malgache dans son effort de reconstruction à l'issue de la crise actuelle. Ils permettent de s'appuyer sur une certitude : ce qui a été accompli dans le passé récent ne relève pas d'une utopie et peut de ce fait redevenir demain une réalité.**

Madagascar dispose de **quatre atouts** particulièrement importants pour affronter l'avenir:

- la force et la persistance des revendications citoyennes,
- l'existence de références positives pouvant aider la mobilisation des énergies,
- la capacité d'endurance des Malgaches dès lors qu'ils sont mobilisés autour d'un objectif auquel ils adhèrent
- et le dépassement progressif de la division ethnique artificiellement entretenue qui a longtemps pollué la vie politique.

Persistance des revendications citoyennes : premier espoir pour le futur

Certaines revendications de fond se retrouvent en 1972, 1991, 2002 et 2009 : **exigence du respect des libertés fondamentales, exigence de la redevabilité des dirigeants, restauration de la fierté nationale.** Malgré le recul en matière de démocratie que constitue aujourd'hui l'existence d'un pouvoir de fait issu d'un coup d'Etat, la persistance de ces revendications est porteuse d'espoir pour le futur, car elle est la preuve de la détermination des citoyens malgaches à s'opposer, chaque fois que nécessaire, aux dérives antidémocratiques de leurs dirigeants ou à des politiques contraires aux intérêts nationaux.

Existence de références positives : deuxième espoir pour le futur

Les avancées en matière de démocratie

Les crises politiques de 1991et 2002 ont abouti à des avancées majeures dans le domaine de la démocratie. Parmi ces avancées il faut souligner notamment **une grande liberté d'expression, la liberté retrouvée de la presse qui a permis, à partir de 1991, la multiplication, des journaux, des stations de radios et des chaînes de télévisions privées.**

Une autre avancée démocratique majeure porte sur la crédibilité des élections depuis 1992, avec cependant un retour des mauvaises pratiques entre 1997 et 2002.

Depuis 1992, **les efforts des associations civiles pour renforcer la capacité des électeurs à maîtriser les différentes étapes du processus électoral ont rendu les fraudes plus difficiles.**

Ce fut d'ailleurs la tentative de remettre en cause le respect du vote des électeurs lors de l'élection présidentielle opposant Didier Ratsiraka à Marc Ravalomanana qui fut à l'origine des évènements de 2002. **Depuis cette date, la liberté de vote a été constamment respectée lors des différentes élections législatives, communales et présidentielles qui ont suivi.**

Ces avancées ont eu un impact assez fort pour générer de **véritables réflexes démocratiques** qui permettent aujourd'hui aux Malgaches de veiller sur les acquis et de s'opposer à toutes les velléités de revenir aux pratiques anciennes.

Les avancées dans le domaine de l'économie

Le début de redressement économique opéré entre 2002 et 2008 ayant déjà été traité dans un numéro précédent, les exemples illustrant les avancées dans ce domaine ne sont pas repris ici. Nos lecteurs pourront les retrouver dans notre Lettre n°7 d'avril 2010.

Les avancées en matière de gouvernance

Les avancées dans ce domaine portent sur la lutte contre la corruption et sur la décentralisation.

Pour la première fois depuis 1960, *des moyens législatifs et institutionnels pour lutter contre la corruption* ont été mis en place. *(Loi n°2004-030 du 9 septembre 2004)*

Ces mesures ont commencé à porter des fruits comme le montre l'évolution positive de l'indice de perception de la corruption évalué par Transparency International. *Le* taux de 3,4 pour l'année 2008 **plaçait déjà Madagascar parmi les trois pays d'Afrique sub-saharienne sur dix sept, dont le taux de perception de la corruption était supérieur à 3.**

La deuxième avancée dans l'amélioration de la gouvernance porte sur la décentralisation de l'administration du pays, réclamée aussi bien par les partis politiques que par la société civile.

Commencée en 1996 sous la présidence de Zafy Albert, avec le **rétablissement des élections communales,** elle s'est poursuivie avec *la* **mise en place des 22 Régions et le début de transfert de compétences et de ressources financières aux entités régionales et communales** sous la présidence de Marc Ravalomanana.

On ne peut envisager une amélioration de **été la** gouvernance sans le contrepouvoir de la société civile. *L*'un des rares aspects positifs de la crise actuelle aura ***contribution* plus grande de la société civile dans les débats, et l'émergence en son sein d'une réelle capacité de médiation, comme l'a démontré le Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC) dès le début de la crise.** Cette médiation par le CCOC a malheureusement été interrompue de manière très regrettable, mais le dévouement et la probité intellectuelle dont le CCOC a fait preuve dans sa démarche sont des signes très encourageants de la capacité de la société civile malgache à jouer son rôle de contrepouvoir.

Autre avancée : l'amélioration de l'image de Madagascar au niveau international

Le contre-exemple affligeant de son image actuelle au niveau international ne doit pas faire oublier que Madagascar a donné un e*xemple rare de* ***démocratisation pacifique en Afrique* lors des sorties de crise de 1991 et de 2002. *Par ailleurs, la présence renforcée de Madagascar sur la scène internationale,*** *grâce à l'action* du président Ravalomanana auprès de toutes les instances internationales, notamment l'Union Africaine, la SADC et la COI, constitue un bon investissement pour le futur. **L'intégration économique des pays de cette zone de l'Océan Indien autour des deux pôles que sont la SADC et la COI trouvera un nouvel élan si un partenariat sincère et équitable entre les parties prenantes est instauré, et à la condition que Madagascar fonctionne de nouveau dans le cadre d'institutions légales, sous la direction de dirigeants issus d'élections qui ne seront pas contestables.**

Ce serait en effet une grave erreur de bâtir un tel partenariat exigeant à la fois une vision à long terme, une stabilité politique des pays membres et l'adhésion des populations concernées, avec des dirigeants dont la légalité et la légitimité pourraient être contestées.

Capacité de retenue et d'endurance des Malgaches: troisième espoir pour le futur

Pour des observateurs non avertis, **la grande capacité des Malgaches à supporter des situations éprouvantes sans verser dans la violence** peut passer pour une marque de faiblesse. Loin d'être une faiblesse, **cette capacité de retenue est au contraire la manifestation d'une force morale** qui a protégé Madagascar des guerres civiles considérées comme presque « normales » ailleurs en Afrique.

La capacité d'endurance dans la mobilisation démontrée en 1991et en 2002 et par les légalistes depuis 15 mois, est une autre qualité malgache qui peut être précieuse pour l'avenir, si les futurs dirigeants la mettent au service du développement.

Dépassement progressif de la division ethnique : quatrième espoir pour le futur

Initiée par Gallieni, la division ethnique a été par la suite artificiellement entretenue à des fins politiciennes. Toutefois, malgré la volonté manifestée par les dirigeants de la première et de la seconde république de fonder l'accès au pouvoir sur des critères ethniques hérités du colonisateur, **la capitale a donné un premier exemple de maturité politique en élisant Monja Jaona comme député d'Antananarivo à la fin des années 80.**

Zafy Albert a été par la suite porté au pouvoir en 1992 par un mouvement national dans lequel les habitants de la capitale ont joué un rôle également déterminant.

L'élection de Marc Ravalomanana en 2002 **peut être qualifiée d'historique dans la mesure où elle a brisé, 42 ans après le rétablissement de l'indépendance, la loi non écrite instaurée par le colonisateur interdisant à un Merina la direction du pays.**

Cette rupture est d'autant plus forte que Ravalomanana est un opérateur économique performant, protestant de surcroît, ce qui fait de lui l'antithèse du profil acceptable par la France pour diriger une ancienne colonie. **Sa réélection démocratique en 2006 a confirmé le dépassement de la division ethnique, ce qui est porteur d'espoir.**

Il est difficile d'entretenir l'espoir en l'absence de succès auxquels se référer.

Mais Madagascar a réussi depuis 1991 des changements dont son peuple peut être fier.

C'est pourquoi, en dépit de très réels motifs d'interrogation sur l'avenir, tout lui reste possible.

L'état de dégradation du pays, rendra l'établissement des priorités très difficiles, tous les domaines demandant des interventions urgentes. **Deux institutions requièrent cependant des mesures prioritaires, car de leur bon fonctionnement dépend le retour de la sérénité et de la confiance de la population malgache en l'avenir : l'armée et le système judiciaire.**

Les mesures à prendre dans les autres domaines étant d'ordre technique et financier, elles seront réalisables pour peu que les ressources financières et humaines soient disponibles. Par contre, pour ce qui est de l'armée et du système judiciaire, il faudra aux dirigeants, **en plus du courage politique, une grande autorité morale** que seul un appui total de la population malgache dans son ensemble peut leur conférer.

C'est dire **l'importance d'une élection démocratique du président et des futurs parlementaires.** C'est dire **l'importance de la neutralité et de la transparence du processus électoral qui ne peuvent en aucun cas être garanties par une gestion unilatérale et non consensuelle de la transition.**

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion